

POLITIQUE

Jacques Delors, 90 ans et toute sa rage

Paradoxe : le nouveau Citoyen d'honneur de l'Europe (le troisième après Monnet et Kohl), ancien président de la Commission européenne, et qui fête ses 90 ans aujourd'hui, est soudain invoqué face à la crise grecque par François Hollande qui n'avait cessé de l'ignorer.

Francis Brochet

Jacques Delors va bien. Il éprouve quelques difficultés à se déplacer après une opération de la hanche l'année dernière. Mais il a conservé intacte sa passion de l'Europe et sa volonté de suivre son évolution au plus près : « Il ne cesse de nous demander des notes », témoigne Yves Bertoncini, directeur de l'institut Jacques-Delors. « C'est un autodidacte. Il n'aime pas survoler les sujets, il veut les maîtriser en détail. »

La passion, elles'est à nouveau exprimée lorsqu'il a été distingué du titre de Citoyen d'honneur de l'Union – troisième seulement à ce titre, après Jean Monnet et Helmut Kohl. C'était le 27 juin, à l'issue d'un Conseil euro-

péen de crise sur la Grèce... « L'enragé », écrit Delors dans un communiqué de remerciement, regrettant une Europe qui s'éloigne de ses valeurs. Il récidivait hier dans le *Journal du dimanche* : « Ce système n'est plus gouvernable. Il faut refonder cette union économique et monétaire. » Son prestige et son autorité en Europe sont intacts. Jean-Claude Juncker, comme tous ses successeurs à la présidence de la Commission, est venu le consulter. Et il se réclame de son exemple quand il bouscule « l'égoïsme » des gouvernements sur l'accueil des réfugiés.

En France, il en va autrement. François Hollande lui fut longtemps proche, jusqu'à la présidentielle de 1994 – brutale-

ment interrompue par l'intéressé. Leur dernier contact daterait d'il y a deux ans, pour un dîner à l'Élysée. Nous évoquions fin décembre 2012 devant Jacques Delors ce président qui se réclame de son héritage européen, il répondit, glacial : « Ah bon ?... Très bien. » « Écoutons Jacques Delors », affirme cependant le président français, il est vrai sollicité par le JDD. C'est sur son idée d'une « avant-garde » qu'il s'appuie pour relancer le projet d'un « gouvernement économique ».

L'anniversaire de Jacques Delors a été fêté hier en petit comité. Mais à la fin de l'année est organisé un grand colloque à Bruxelles. À voir si l'avant-garde a entretemps avancé – et si François Hollande y assiste...



« Il faut refonder cette union économique et monétaire. »

Photo AFP

Hollande veut plus d'Europe

Il faut une « avant-garde » à l'Europe, davantage intégrée autour de l'euro, affirme François Hollande dans le *Journal du dimanche*.

Il y reprend les propositions avancées le 14 juillet, en réponse à la crise grecque : un gouvernement économique de la zone euro, dotée d'un budget spécifique et d'un parlement « pour en assurer le contrôle démocratique ».

Son Premier ministre a aussitôt esquissé les contours de cette avant-garde, désignant « la France, l'Allemagne, l'Italie, les pays fondateurs ».

Son ministre de l'Économie avait pointé, mercredi, un préalable à cette relance : de nouveaux transferts de souveraineté de la nation vers l'Europe. « La France y est prête », affirmait Emmanuel Macron, ce que François Hollande n'a pas évoqué, ni hier, ni le 14 juillet. À noter que le président du Conseil, le Polonais Donald Tusk, a déjà dit son refus.

« Un fiasco intégral »

Nicolas Dupont-Aignan, président de *Debout la France*

« Jacques Delors est un homme respectable, qui a été cohérent dans ses opinions et son projet politique. Mais je pense qu'on assiste à l'effondrement de son idéal européen car il l'a bâti sur du sable. »

« Il a oublié que l'Europe ne pouvait exister qu'en se reposant sur les nations démocratiques, et qu'elle ne pouvait être que l'addition de nations autour de projets concrets, à géométrie variable. Cette grande Europe à 28 qu'il a voulue est un fiasco intégral. »



Photo AFP

« Tenace, créatif, jamais arrogant »

Michel Barnier, ancien Commissaire européen (1999-2004 et 2010-2014)

« À Bruxelles et dans toutes les capitales, Jacques Delors garde l'image d'un Français tenace, créatif, attentif, jamais arrogant. Il a su pendant dix ans faire de la Commission ce qu'elle doit être pour que ça marche, le lieu de l'impulsion, de la conciliation, de l'intérêt commun. Il était au milieu du jeu, entre Mitterrand et Kohl et les autres, entretenant quelque chose qu'on n'écrit jamais dans un traité : l'esprit européen. En réagissant à la crise financière et à la crise grecque, j'ai souvent cité Jacques Delors, qui

nous avait prévenus en quittant la Commission : On ne peut durablement avoir l'union monétaire et la désunion économique, fiscale et sociale. Et je me souviens évidemment du 8 février 1992, l'ouverture des Jeux olympiques d'hiver d'Albertville : Jacques Delors nous avait rejoints directement de Maastricht, où s'était conclue la négociation créant la monnaie unique... Quelques années plus tôt, alors ministre des Finances, il m'avait été aidé à bâtir le plan routier dont les JO et la Savoie allaient bénéficier. »



Photo Wikimedia Commons

EUROPE

Grèce : le jour d'après

La Grèce doit poursuivre cette semaine les réformes demandées par l'Europe. Elle reçoit 7 milliards d'euros grâce à un prêt d'urgence et augmente sa TVA à 23 %. Malgré cela, la situation économique du pays reste précaire.

Ce lundi est une journée sous tension pour les Grecs. Une semaine après avoir accepté l'accord qui la maintient dans la zone euro, la Grèce doit entamer les réformes exigées par l'Union européenne.

Un choc fiscal

Le gouvernement d'Alexis Tsipras, élu sur la promesse de stopper la politique d'austérité, a dû se résoudre à faire voter une réforme de la TVA. Le nouveau taux de base va être de 23 % pour les denrées non périssables, les transports, les restaurants et divers services. Les Grecs vont voir leurs avantages fiscaux disparaître : elles aussi vont devoir appliquer le nouveau taux de TVA.

Seuls les médicaments, les livres et le théâtre bénéficieront d'un taux réduit de 6 %. Les hôtels, qui étaient alignés sur ce taux, grimperont à l'autome au taux intermédiaire de 13 %.

Le gouvernement espère des recettes supplémentaires : 795 millions de cette année et 2,4 milliards en 2016, soit 1,3 % du PIB (richesse nationale).

Une aide d'urgence

La Grèce devrait avoir un peu d'air grâce au prêt d'urgence de 7 milliards d'euros.

Ces derniers seront vite engloutis : la Grèce doit rembourser la banque centrale européenne (4,2 milliards) et doit aussi faire un chèque au FMI (Fonds moné-



Avec la hausse de la TVA à partir d'aujourd'hui, tout coûtera plus cher aux Grecs. Le taux des cafés et restaurants passe à 23 %. Photo AFP

taire international) pour un arriéré de 2 milliards.

Banques : des assouplissements

Dès ce matin, les Grecs pourront retirer 420 euros par semaine et non plus 60 euros par jour. Sur le papier, c'est la même chose. En pratique, cela va faciliter la vie quotidienne de nombreux citoyens grecs qui étaient contraints de faire la queue aux distributeurs automatiques chaque jour.

Quelques exceptions sont accordées pour ceux qui doivent payer des frais médicaux ou des études à l'étranger.

Malgré ces assouplissements, la réalité est que les restrictions et le contrôle des capitaux demeurent. Le but est d'éviter l'évasion massive de richesse, qui ruinerait les banques.

Division chez les Allemands

De nouvelles réformes doivent être votées avant mercredi. Le Premier ministre grec a subi de nombreuses défections dans son parti Syriza à la suite de la hausse de la TVA, entraînant un remaniement ministériel. Certains prédisent des législatives anticipées.

En Allemagne, le ministre des finances Wolfgang Schäuble, très populaire dans son pays, n'écarter pas la possibilité de démissionner si les négociations avec Athènes ne vont pas dans son sens. Il est en effet beaucoup plus dur que la chancelière Angela Merkel avec la Grèce.

Cette intransigeance commence à inquiéter une petite partie de l'opinion allemande, qui s'alarme de l'image donnée par son pays en Europe.

DSK et le « diktat »

Dans une lettre ouverte publiée en trois langues sur internet, Dominique Strauss-Kahn, l'ancien patron déchu du FMI, critique sévèrement les conditions de l'accord obtenu pour le maintien de la Grèce dans la zone euro, et notamment l'attitude de l'Allemagne. Intitulée « Lettre à mes amis allemands », sa charge est féroce. « Sans discuter en détail les mesures imposées à la Grèce, ce que je veux souligner ici, c'est que le contexte dans lequel ce diktat a eu lieu crée un climat dévastateur », dénonce-t-il. DSK s'exprime à nouveau depuis près d'un mois, et que sur la crise grecque. Le Premier ministre Manuel Valls n'a que peu apprécié la tribune de DSK. « Nous sommes dans l'action, pas dans le commentaire », a-t-il répliqué.

ALGÉRIE

Aqmi revendique l'assassinat des soldats

Il s'agit de l'attaque la plus meurtrière contre des militaires algériens depuis plus d'un an. Un détachement de l'armée a été pris pour cible par des terroristes vendredi soir dans la préfecture d'Ain-Defla, à environ 150 km au sud-ouest d'Alger. L'armée algérienne affirme avoir perdu au moins neuf soldats dans cette embuscade revendiquée par le groupe Al-Qaïda au Maghreb islamique (Aqmi) qui, lui, parle de 14 tués, tout comme les médias algériens.



Le détachement visé vendredi à Djebel Louh effectuait une « mission de recherche et de ratissage » dans cette zone montagneuse fortement boisée.

Cadavres piégés

Selon le quotidien *El Watan*, trois soldats ont d'abord été tués jeudi, à la veille de la fête de la fin du ramadan, et leurs cadavres piégés et laissés sur un chemin.

C'est en allant récupérer les corps de ces compagnons qu'une unité de l'armée, conduite par un jeune lieutenant, est tombée vendredi sous un déluge de feu qui a fait onze morts, selon le journal. Dès samedi, le quotidien *El-Khabar* avait annoncé la mort de onze militaires tués dans une embuscade tendue par un « groupe terroriste ».

L'information a été très rapidement relayée sur les réseaux sociaux et des photos des victimes présumées ont été publiées sur Facebook, où s'est exprimé un élan de soutien à l'armée.

Rapidement, Aqmi a publié dans la soirée un communiqué revendiquant l'attaque. Issu de l'ex-Groupe salafiste pour la

prédication et le combat (GSPC) algérien, Aqmi a fait allégeance à Al-Qaïda et a commis attaques et enlèvements d'Occidentaux dans le Sahel, notamment dans le nord du Mali.

Une région au passé trouble

La région d'Ain-Defla a été, dans les années 90, l'un des principaux fiefs des groupes armés islamistes, mais a retrouvé le calme depuis une décennie.

Les violences impliquant les islamistes armés ont considérablement baissé d'intensité ces dernières années en Algérie. Certaines régions comme Boumerdes ou Tizi-Ouzou, en Kabylie, à l'est de la capitale, continuent cependant d'enregistrer des attaques attribuées à des groupes se réclamant d'Aqmi ou de l'organisation djihadiste État islamique (EI).

Cette attaque est la plus meurtrière contre des soldats de l'Armée nationale populaire algérienne (ANP) depuis plus d'un an et la mort d'une quinzaine de soldats en avril 2014 dans une embuscade en Kabylie, une région montagneuse difficilement contrôlable.